

# LE TEMPS

---

opinions Lundi 28 novembre 2011

## Nouvelle saison arabe: le «modèle turc» en question

Par Ruxandra Stoicescu

**Le modèle politique turc, mélange de démocratie et d'islam, séduit les puissants qui souhaitent l'appliquer à l'Egypte et à la Tunisie. L'idée est séduisante, mais l'histoire montre bien que l'affaire est plus complexe que cela. D'ailleurs, la volonté même de vouloir appliquer un modèle est une obsession tout occidentale. Par Ruxandra Stoicescu**

Le «modèle turc», mélange en mouvement d'institutions démocratiques, d'excès autocratiques et d'un esprit islamique, est le résultat de 90 ans de réformes, de coups d'Etat orchestrés par l'armée et de relations soutenues et souvent houleuses avec l'Europe. Les réformes par lesquelles l'Etat turc a été fondé en 1923 ont été abruptes, l'instauration de l'alphabet latin et du sécularisme s'est faite littéralement du jour au lendemain. Un beau matin Orhan ne pouvait plus lire le journal car ses caractères avaient changé, il risquait de se faire emprisonner s'il portait le fez, symbole de sa religion, et devait se marier selon le Code civil suisse, adopté pour la nouvelle république. Ce que le monde connaît comme l'entreprenante république turque des années 2000 a pris des décennies pour se définir et n'est pas encore au bout de ses peines.

Enthousiasmés par le souffle des révolutions arabes, beaucoup d'experts et de politiciens internationaux, parmi eux des Turcs, se sont empressés de suggérer que des pays comme la Tunisie et l'Egypte puissent adopter «le modèle turc» de démocratie et d'islam, comme si l'on pouvait faire fi d'un demi-siècle de dictatures qui ont profondément marqué ces sociétés en leur appliquant des schémas élaborés dans un climat de relative liberté d'expression, de points et contrepoints démocratiques et de pression occidentale.

Certains analystes ont souligné l'impossibilité de cette transposition au point que, en ce moment, l'idée du modèle turc est devenue une possibilité plutôt qu'un impératif. Reste que la réaction presque automatique des grands de ce monde, parmi lesquels Hillary Clinton et Nicolas Sarkozy, est de recommander le «modèle turc» et de le lier à une rhétorique des réformes et de développement pour le monde arabe.

Cet empressement résonne comme une réponse automatique à une peur viscérale de l'Ouest, qui présume avec une arrogance difficile à ignorer un déterminisme inéluctable selon lequel les sociétés islamiques ont pour seule destination l'extrémisme et l'autocratie.

Pourquoi? Par leurs aspirations et structures d'allégeance, les sociétés influencées par l'islam sont profondément distinctes des réseaux de loyauté et de contrôle propres à l'Etat occidental moderne. Ce

dernier s'est constitué en grande partie à travers un processus de contestation et d'équilibre entre les acteurs-compétiteurs du pouvoir. Les entités politiques liées à l'islam mettent beaucoup plus l'accent sur la cooptation au pouvoir et la négociation. Un modèle imposé de l'extérieur pousse à la perversion de ces pratiques puisque l'on tend à les exclure ou à les ignorer.

Le Modèle est une forme idéale chère à l'Occident, fascinant par sa simplicité qui conserve l'essentiel de ce qui «fonctionne». La tentation est permanente de l'appliquer comme solution là où une énigme paraît ressembler à un autre.

Ainsi, les réactions occidentales au Printemps arabe nous rappellent la Révolte arabe, menée au nom d'un modèle occidental par excellence, le nationalisme et son pendant, l'Etat-nation.

En 1916, alors que la désintégration de l'Homme malade de l'Europe avait commencé, les allégeances tribales et religieuses le disputaient aux élans nationalistes. Le nationalisme arabe était modéré et existait parmi d'autres mouvements de l'Empire ottoman. L'intervention, toujours bienveillante, de la Grande-Bretagne et de la France a donné des ailes et des armes à Hussein Bin Ali, qui voulait créer un Etat arabe uni, s'étendant d'Alep en Syrie à Aden au Yémen. Sans le support idéologique du nationalisme prônant une nation arabe, avec une langue et une culture uniques, inspirant l'idéal d'un Etat indépendant, cette opération aurait été dure à accomplir, vu les multiples divisions qui marquaient un espace si vaste. 1918 vit la victoire des troupes arabes soutenues par les Alliés contre l'Empire ottoman et, donc, l'indépendance des territoires désirés.

Au nom d'encore un autre modèle, la démocratie, la France et la Grande-Bretagne, reniant leurs promesses de guerre d'un Etat arabe unitaire, ont partagé les territoires en mandats qui devaient être «préparés» pour la réception de la démocratie. Au gré de l'histoire contemporaine, ces partages ont donné naissance aux Etats arabes modernes inscrits dans l'évolution globale des relations internationales. Ils font partie de ceux qui ont longtemps reçu des fonds des programmes de développement pour consolider la démocratie et leurs économies, selon un modèle occidental. Mais aussi de forts subsides de pays comme les Etats-Unis pour renforcer la stabilité à travers l'armée et contre une menace islamiste. Ce que ces fonds ont renforcé, c'était surtout des stratégies visant à simuler le modèle. Derrière cette façade, les abus et les pratiques le contredisaient nettement.

L'histoire contemporaine des Etats du Moyen-Orient démontre l'échec retentissant de l'application d'un modèle sans tenir compte des spécificités du terrain; elle montre aussi que la peur de la différence engendre, par son désir d'annuler l'altérité, bien plus de complications que la tentative de comprendre et d'accepter les éléments qui sont étrangers. On dit que le charme d'un modèle, c'est sa simplicité, d'où une élégance découle. Il serait peut-être temps d'envisager de le compliquer avec un peu d'opulence orientale.

**LE TEMPS © 2011 Le Temps SA**